



**12-17 OCTOBRE** **CLÔTURE**  
**DE LA 5ÈME ACTION**  
**INTERNACIONALE**  
**DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES**

**DOCUMENT RÉGIONAL**  
**AMÉRIQUES**

**2020**

## En tant que prologue - La 5ème Action Internationale de la Marche

La Marche Mondiale des Femmes est organisée dans 17 pays et territoires dans les Amériques. Nous sommes des femmes d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Bolivie, du Paraguay, du Pérou et de Macronorte du Pérou, du Venezuela, du Panamá, d'El Salvador, du Honduras, du Guatemala, du Mexique, de Cuba, de République Dominicaine, des États-Unis et du Québec. ***Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer !***

Ce mot d'ordre nous a unies entre le 8 mars et le 17 octobre 2020, tout au long de notre 5ème action internationale.

Nous l'avons organisée avec une rébellion et une créativité féministes, tout en apprenant à articuler virtuellement nos actions, celles-là même qui ont toujours été profondément ancrées dans nos territoires. De même, à partir de chaque endroit où nous sommes organisées, nous nous sommes engagées dans des processus de résistance, de solidarité et de travail en commun pour soutenir la vie et continuer à lutter pendant ces mois-là. Cela était nécessaire parce que la pandémie de la Covid-19, mais aussi les politiques des gouvernements de droite et le pouvoir des entreprises, menacent la vie dans notre région.

Notre 5ème action internationale a été un processus de construction d'une synthèse politique, pendant lequel nous avons avancé dans notre vision commune du contexte actuel, des défis des mouvements sociaux et du féminisme dans les Amériques. Nous avons notamment avancé vers une synthèse programmatique de ce que signifie mettre la soutenabilité de la vie au centre de nos pratiques et propositions de transformation.

Les contenus que nous présentons dans ce document régional de clôture de la 5ème action sont le résultat de cette synthèse programmatique que nous avons construit auprès des femmes de la Marche dans les Amériques. Il s'agit d'un processus d'élaboration collective, à travers la réalisation de trois ateliers pendant les mois de juillet et août, auxquels ont participé environ 40 camarades<sup>1</sup>.

Il s'agit donc d'un document pour la clôture d'une action, qui en même temps nous positionne et nous renforce pour continuer ensemble en tant que mouvement féministe anticapitaliste et antiraciste.

***Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer !***

Marche Mondiale des Femmes – Amériques

Octobre 2020

---

1 Un résumé du débat a été édité et transformé en une série de trois podcasts qui peuvent être écoutés (en espagnol): <https://soundcloud.com/sempreviva/sets/analisis-feministas-americas>

## Femmes des Amériques en résistance

Les Amériques sont une région où coexistent la principale puissance impérialiste du monde, les États-Unis, leur voisin et allié, le Canada, l'Amérique latine du Sud et les Caraïbes profondément marquée par cette présence et les relations qui en résultent. Vivre et être des Amériques, où les peuples autochtones ont résisté à la colonisation de leurs cultures, visions du monde et spiritualité, nous marque comme une région de luttes et d'alternatives par en bas.

En ce moment, l'avancée de la droite et des groupes conservateurs nous marque comme région. Des groupes militaires, fondamentalistes religieux, commerciaux et gouvernementaux se sont alliés pour contrôler nos systèmes politiques et le corps et le travail des femmes. À travers des coups d'État comme ceux que nous vivons en Haïti, au Paraguay, au Honduras, au Brésil, en Bolivie, de nouveaux ordres juridiques, institutionnels et politiques ont été mis en place pour supprimer les droits des peuples et exproprier les territoires et les biens communs.

Le marché veut contrôler nos vies et mettre fin aux processus de changement social et d'affirmation de la souveraineté menés par les peuples. L'offensive impérialiste en cours dans notre région se matérialise par la montée des gouvernements néolibéraux et leur alignement sur la politique des États-Unis. Ces gouvernements sont chargés de sauver d'anciennes dettes d'hommes d'affaires, ils font des alliances avec de grandes entreprises en facilitant l'exploitation de nos territoires et du travail. « Nous assistons à de nouvelles formes de colonialisme, maintenant ce ne sont plus des caravelles, mais des sociétés transnationales », nous rappellent les amies salvadoriennes.

Le mouvement d'expansion impérialiste a également des coûts pour les peuples des États-Unis. En regardant leurs réalités, on constate une grande précarité au travail, un chômage croissant notamment chez les



femmes noires et latino-américaines, des taux de mortalité du COVID-19 des Afro-Américains 2,3 fois plus élevés que chez les Blancs. En même temps, 600 milliardaires américains ont gagné 434 milliards de dollars depuis le début de la fermeture générale pour la pandémie.

L'avancée du contrôle sur les pays d'Amérique latine, la pauvreté et la violence contre la population noire et migrante aux États-Unis et au Canada font partie du même mouvement pour réorganiser le capitalisme dans notre région. Nous dénonçons donc qu'un processus de reconcentration de la richesse et du pouvoir est en cours dans les Amériques.

Dans le contexte de la pandémie, les décès sont inégalement répartis entre les groupes sociaux, mais ces dynamiques politiques et économiques néolibérales s'approfondissent également. Face à la crise économique, le FMI a déjà souscrit de nouvelles lignes de crédit dont, nous le savons, vont augmenter l'endettement des pays. Au nom de l'urgence, ces prêts sont consentis de manière non transparente, comme ce fut le cas récent de la Bolivie où une dette a été contractée auprès du Fonds sans l'approbation des mécanismes de paiement par le Congrès national. Le thème revient fortement à l'ordre du jour des mouvements en Argentine qui affirment : «Suspendre tous les paiements, enquêter sur la dette et cesser de gaspiller la monnaie disponible dans le paiement d'une dette illégitime, illégale et odieuse». Et à El Salvador, les femmes dénoncent que «la pandémie a servi à demander un grand nombre de prêts millionnaires et à les dépenser sans grand contrôle et avec peu d'investissements dans la santé».

Dans ce contexte, il y a aussi une incorporation croissante de nos discours féministes par des organisations multilatérales et même des entreprises. On parle de l'impact différencié de la pandémie sur les femmes et la Banque mondiale, avec son programme d'économie de soins, continue d'investir dans l'endettement de nos pays qui arrêtent d'investir dans des politiques publiques de socialisation du travail domestique. Nous savons, parce que nous l'avons déjà vécu, que de l'autre côté de l'endettement des pays se trouvent le creusement des inégalités entre les femmes et les hommes.

## Un pas en avant dans les inégalités : La pandémie de COVID-19

Les dynamiques politiques et économiques installées dans le contexte de la pandémie ont aggravé les inégalités. Les mesures de confinement ont eu un fort impact sur les millions de personnes impliquées dans des emplois informels et dangereux, avec une perte de revenus significative. De plus, les conditions sanitaires précaires de millions de personnes, le faible investissement dans la santé publique et universelle et l'accès limité à l'eau restreignent la prévention et le traitement de majorité de la population. En outre, le télétravail et le maintien de l'éducation des enfants et des adolescents à l'intérieur des maisons ont eu un impact direct sur la surcharge des femmes.

Il existe de profondes différences entre les gouvernements et les pays en ce qui concerne les mesures pour faire face à la crise du COVID-19. Ces mesures vont d'insuffisantes à inexistantes, les cas les plus graves de refus étant ceux du Brésil et des États-Unis. Le Venezuela et Cuba sont confrontés à des restrictions et des blocages qui n'ont pas diminué au milieu de la pandémie, au contraire. Il y a une forte crise d'approvisionnement à Cuba causée par le plus grand blocus économique, mais qui a été résolue par des politiques de santé et de soins contre le COVID-19 sur l'île et dans d'autres pays. C'est le cas du Venezuela, qui, même avec le blocus, fait partie des pays avec les taux les plus bas d'infections et de décès dus à COVID-19 sur tout le continent.





Les principales mesures gouvernementales annoncées à ce jour pour soutenir la population ont été les transferts monétaires, les livraisons de vivres et l'exemption ou l'extension des conditions de paiement pour les services de base tels que le loyer. Les ressources publiques dédiées à ces mesures sont insuffisantes, le soutien est accordé aux employeurs plutôt qu'aux travailleurs, il n'y a pas de politiques claires pour les travailleurs informels ou sans emploi et encore moins pour les migrants. L'augmentation du volume du travail domestique et de soins n'a pas été prise en considération, sans soutien aux femmes, ni pour des systèmes de soins plus complets.

Dans les Amériques, les pays, avec des différences entre eux, ont opté pour des mesures restrictives de mouvement et d'activités, mais sans garantir les conditions de l'isolement social et avec des actions de répression, de criminalisation et de militarisation.

Au Brésil, le nombre de jeunes pauvres et de noirs assassinés par la police continue d'augmenter et la militarisation soutient un État raciste et génocidaire. Dans le cas de la Colombie, de l'Équateur et du Chili, la pandémie a ralenti d'importants processus de lutte sociale. La criminalisation des mouvements sociaux et des militants n'est pas confinée.

*« Le renforcement de l'appareil criminalisant de l'État après l'explosion sociale et maintenant en pandémie est brutal, la police et les forces de l'ordre se sont dotées d'un grand nombre d'instruments répressifs (...) comme la promulgation de lois violant le droit de manifester, preuve d'une préparation de l'État contre toute forme de protestation et de mobilisation. Il va sans dire que les territoires qui se disputent face au modèle modèle d'extractivisme et de monoculture, comme le territoire mapuche et les communautés qui ont résisté des siècles, en ces temps de confinement sont militarisés »  
(Marche Mondiale des Femmes du Chili)*

Au Honduras, il y a un couvre-feu, des persécutions et des menaces de mort contre les militants en plus d'une grande impunité de l'armée dans le pays. La militarisation s'approfondit également au Guatemala avec l'état de siège et l'expansion des fonctions de l'armée. Les militaires sont descendus dans les rues sous prétexte qu'il est nécessaire de protéger la population. Mais en période de contagion par le

COVID-19, les ressources qui pourraient être utilisées pour la santé vont à des structures répressives telles que l'armée et la police, comme dans le cas des États-Unis.

Les Amériques sont une région de migrants, qui se déplacent en raison de la guerre, de la violence ou de graves besoins économiques. Un autre visage de la répression est donc la fermeture des frontières face à l'exode continu des immigrants et à la situation précaire des communautés de migrants détenues dans des centres de concentration aux États-Unis. Au Québec, le racisme des politiques migratoires est rendu explicite lorsque les migrants chargés des récoltes ne peuvent pas entrer au pays, différemment des personnes migrantes qui travaillent en soins de santé primaires.

Dans de nombreux pays du continent américain, la réalité des prisons surpeuplées, dans des conditions d'hygiène terribles, avec principalement des noirs et des noires, n'a pas eu droit à des mesures préventives. Aux États-Unis, ce sont les femmes qui dirigent les mouvements de libération de leurs proches et qui font face à des politiques punitives et aux corporations privées qui prennent en charge la gestion des prisons.



## ***La marchandisation de la vie***

Alors que les peuples meurent du virus ou vivent dans des conditions pires que les précédentes, les entreprises augmentent leurs profits et deviennent plus puissantes, la plupart du temps avec le soutien des gouvernements de nos pays. En pleine crise sanitaire, l'industrie pharmaceutique impose des prix insoutenables à la fois sur les médicaments à usage constant et en offrant de faux traitements au COVID-19 comme c'est le cas de la chloroquine.

Loin de donner la priorité au bien-être des populations, la plupart des gouvernements ont poussé à des mesures d'urgence qui, en premier lieu, ont favorisé le capital international, stimulant la réactivation économique basée sur l'approfondissement de l'extractivisme qui continue d'être la principale cause de la dévastation des territoires et biens communs. Ces impacts sont ressentis par des communautés entières qui n'ont pas accès à l'eau, ce qui rend les mesures sanitaires, pour rester à la maison, encore plus inégales.

Aux États-Unis, les communautés opprimées n'ont pas accès à l'eau et à la terre, les territoires autochtones sont soumis à la violence, aux disparitions, en plus des cas de violence sexuelle. Dans ces territoires, le racisme se reflète dans ce différend menant, dans certaines régions, à un véritable ethnocide des peuples autochtones. La pression de Coca Cola et de Nestlé fait avancer la privatisation de l'eau au Brésil. Le Pérou a plus de 21 rivières contaminées par l'exploitation minière et figure comme le pays qui en attire le plus de capitaux pour cette activité, capturant 609,7 millions de dollars américains.

La pression sur les territoires s'est accrue en raison de l'expansion des frontières agricoles, des projets immobiliers et de l'extractivisme







qui s'inscrivent dans le cadre de la reprise économique, mais qui mettent en danger des communautés entières. Dans les campagnes du Pérou, du Brésil, de la Bolivie et de la Colombie, la production alimentaire a augmenté, mais l'agriculture familiale n'est pas reconnue. Ce sont les grandes entreprises responsables des monocultures qui négocient désormais leur « relance économique », financée par les gouvernements avec des ressources publiques tandis que les petits agriculteurs et les petites agricultrices sont attaqués et expulsés de la terre.

Ces régimes de mort gagnent de l'espace et marchandent les biens communs (terre, eau, semences) comme s'ils pouvaient être monnayés. Cela nous conduit à l'effondrement de la planète dans une logique patriarcale qui regarde la nature comme si elle était au service des personnes et justifiant des politiques de dépossession. Les récents incendies dans le Pantanal et l'Amazonie au Brésil, sur la côte ouest des États-Unis et dans le bassin du Paraná en Argentine dévastent des zones gigantesques, affectant également les centres urbains.

Dans les centres urbains, le télétravail a un fort impact sur les inégalités entre les sexes. Il y a une réduction des possibilités d'accès aux moyens de subsistance, mais aussi une pression et une demande accrue sur les femmes. En Argentine et au Chili, de nouvelles réglementations ont été créées pour le télétravail et sont utilisées pour assouplir les droits du travail existants. La fermeture d'écoles et d'universités et l'enseignement virtuel mettent en évidence la fracture numérique dans la région: tandis qu'au Chili 80% des personnes ont accès à Internet, elles ne sont que 25% au Nicaragua. Le même écart s'applique aux opportunités et possibilités de télétravail. Le corps, la vie, le temps et le travail des femmes sont utilisés pour amortir les effets de la pandémie.

La fracture numérique contraste avec la puissance croissante des entreprises du secteur technologique. Les médias indiquent que Netflix, par exemple, a doublé ses revenus depuis le début de la pandémie, par rapport à la même période l'année dernière, ajoutant environ quinze millions de nouveaux abonnés. Amazon, de son côté, a augmenté ses revenus de 27%, au point d'avoir embauché cent mille nouveaux travailleurs seulement aux États-Unis pour répondre à la brusque hausse de la demande.

## Femmes, travail et vie

Face à des États qui ne gèrent que les troubles, les femmes sont au centre des solutions. Nous, les femmes, nous sommes organisées à travers le continent, confrontées à un manque de revenus et gérant collectivement les ressources et les soins communs. Nous assurons la survie quotidienne non seulement dans les familles et les personnes à charge, mais avec des expériences communautaires organisationnelles. Nous sommes celles qui font face au manque de services dans les colonies populaires, celles qui gèrent les soupes populaires, l'aide alimentaire, l'approvisionnement en eau et en gaz.

Cela signifie une surcharge supplémentaire du travail invisible et non rémunéré, qui soutient les programmes de « sortie » économique et de prévention de la contagion. Des enquêtes montrent que 50% des femmes au Brésil ont commencé à s'occuper d'une personne touchée par la pandémie, dans le cas des femmes rurales, ce nombre atteint 62%. Sans ce travail non rémunéré des femmes, à la maison et dans les communautés, l'économie s'arrêterait complètement et la survie serait bien pire.

Les modes de production et de consommation sont conçus pour des personnes qui ne tombent jamais malades, qui n'ont pas d'enfants, qui sont disposées toute la journée à être dans des activités de production pour survivre. Ce système social qui ne s'en soucie pas est un système qui place la maladie au centre.

L'économie capitaliste omet le travail domestique et de soins qui repose culturellement et traditionnellement sur les femmes et sur lequel est soutenu ce système capitaliste. Dans ce « restent à la maison »,





nous avons vu comment les femmes ont été surexploitées. La pandémie et l'isolement ont exposé, comme ailleurs, mais avec plus de clarté, la crise de la prise en charge de la vie humaine et la fragilité de l'organisation sociale de notre voie civilisatrice. Mais si au début de l'isolement social une plus grande visibilité de la vie dans les maisons et de tout le travail nécessaire pour la maintenir a été possible, très vite elle redevient invisible, dans le cadre du processus de naturalisation.

Les inégalités croissantes et l'isolement ont eu des conséquences néfastes sur l'augmentation de la violence contre les femmes et les filles. Le nombre de plaintes pour violence, féminicides et demandes d'avortement légal pour viol est un scandale réduit au silence par de nombreux gouvernements. Les groupes et les gouvernements conservateurs entravent l'accès au droit à l'avortement avec la criminalisation des femmes et la suspension des services publics.

Dans le contexte d'une pandémie, la précarité est vécue par une majorité de femmes qui exposent quotidiennement leur santé afin de pouvoir survivre dans leurs familles et leurs communautés. Les femmes sont également 75% des personnes qui travaillent dans la santé, 80% de celles qui travaillent dans la vente de produits alimentaires et 95% de celles qui travaillent dans le nettoyage, dans toute la région.

Les gouvernements, les organisations multilatérales, les grandes entreprises et les grandes sociétés discutent et mettent en œuvre leurs solutions à la crise qu'ils traversent face à la pandémie. Cependant, ils proposent des solutions selon les mêmes principes qui organisent la concentration des richesses et l'exploitation de notre travail et de nos territoires.

Les entreprises ont gagné du pouvoir dans le contexte de la fragilité de nos démocraties, devenant des sujets de la politique, progressant dans la vie quotidienne et s'imposant comme organisateurs de réponses post-pandémiques. C'est ainsi que le marché veut se présenter comme une solution de rechange à l'extrême droite, intégrant une partie de nos demandes et se peignant dans de nouvelles couleurs. En pratique, les entreprises transnationales s'approprient le discours sur les droits des femmes pour accroître les niveaux d'exploitation. C'est le cas de l'industrie agro-exportatrice et/ ou minière au Pérou,

celle-ci a accueilli un nombre élevé de femmes salariées leur imposant des journées de 12/15 heures sans conditions de travail, augmentant ainsi les niveaux d'exploitation de leur travail.

C'est à travers le féminisme que nous voulons changer ce sentiment de « sauve-qui-peut » qui émerge du moment présent et apporter des propositions pour agir ensemble, en ayant la vie pour centre. Ainsi, nous affirmons notre vision alternative à l'économie dominante dont l'objectif est le profit privé, l'accumulation et la concentration du capital entre quelques mains et où la vie n'a pas sa place.

Enfin, nous savons qu'aujourd'hui la lutte pour vaincre le néolibéralisme dans les Amériques est indissociable de la refondation de la démocratie. Cela nous donne une nouvelle dimension aux conflits politiques et sociaux dans lesquels le féminisme est essentiel. Les prochaines élections aux États-Unis auront sûrement un impact profond sur nos peuples puisque la continuité du gouvernement Trump est la victoire d'un régime de mort et de violence. Nous sommes solidaires des peuples américains et nous savons que, dans leur résistance à l'autoritarisme et à l'impérialisme, nous faisons toutes partie du même mouvement. La résistance et la solidarité du Venezuela et de Cuba nous inspirent également et nous appellent à affirmer le pouvoir populaire.



## Nous marchons pour transformer. Que signifie mettre la vie au centre?

Les actions internationales de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) sont toujours des moments de synthèse politique de notre mouvement. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la création collective de la V Action ne s'est pas arrêtée, au contraire, elle nous a fait grandir, apprendre de nouveaux moyens et outils pour continuer à construire des pratiques et des propositions où la vie et sa durabilité sont au centre, une prémisse de notre « Nous marchons pour transformer » qui accompagne notre « Nous résistons pour vivre ».

Mettre la vie au centre est la manière de faire face au conflit capital-vie. Notre action vise à rompre avec le système capitaliste, hétéropatriarcal, raciste, colonialiste, qui détruit la nature et nos vies. Cela signifie affirmer un projet politique qui défend la durabilité de la vie, que nous sommes capables de reconnaître l'ensemble des processus, des travaux et des relations qui le soutiennent – leurs contributions, enseignements et logique, et à partir de là les réorganiser. Bref, mettre la durabilité de la vie au centre, c'est rompre avec la logique de l'accumulation du capital et organiser la société à partir des principes d'égalité, de justice et de solidarité.





La Marche Mondiale des Femmes est engagée dans l'économie féministe en tant qu'outil d'analyse qui nous guide à comprendre le monde afin de le transformer. Par conséquent, notre défi est de construire un autre paradigme qui place la durabilité de la vie au centre, qui considère que nous sommes écodépendantes et interdépendantes. Nous comprenons que la nature est la base de la vie. Il est donc nécessaire de rompre avec les hiérarchies et l'anthropocentrisme et de regarder l'ensemble des processus qui montrent la centralité du travail domestique et des soins, la nécessité de la réorganisation et la coresponsabilité des hommes, de la communauté et de l'État dans ce domaine.

En même temps, notre expérience accumulée montre comment les femmes maintiennent des pratiques économiques fondées sur le principe de la durabilité de la vie depuis toujours. Un marché capitaliste humanisé n'est pas possible et c'est pourquoi à partir de nos actions en tant que mouvements nous prouvons qu'il existe des alternatives et que les peuples ont des solutions à la crise.

Si nous regardons la réalité d'où se trouvent les femmes, nous reconnaissons qu'il existe un réseau dont nous faisons partie, basé sur des concepts communautaires, collectifs et de bien vivre. À partir de là, sont générées des expériences et des propositions qui permettent de progresser dans des alternatives au modèle de la mort et de l'oppression. Dans les territoires des Amériques, il est évident que le capitalisme, dans son offensive d'occupation et de dépossession, a pour méthode l'expropriation, mais aussi la destruction d'expériences alternatives et contre-hégémoniques. Les territoires menacés ont leur propre mode de vie, qui est attaqué. Pour cette raison, dans notre région, il est évident que nos processus d'organisation de la vie en commun, à partir d'autres logiques, sont une force dans notre chemin de résistance permanente.

Il est essentiel de se pencher sur les pratiques que nous promouvons, les expériences des cuisines populaires, de l'agriculture paysanne, des coopératives de travail et d'approvisionnement, la promotion de nouvelles pratiques de consommation et de production comme les jardins

communautaires urbains et l'agroécologie sur le terrain, toutes sont des expériences collectives fondées sur les principes de solidarité, de réciprocité et de complémentarité. D'après eux, il est évident que nous sommes interdépendantes, que nous avons toutes besoin de soins et que les êtres humains et non humains sont écodépendants, faisant partie de la nature.

Beaucoup de ces expériences s'intensifient dans les moments de crise profonde, comme maintenant dans la pandémie COVID-19.

Ainsi, on voit comment s'organisent les casseroles communautaires à travers le Chili, les soupes populaires au Pérou – des expériences liées à la mémoire de la résistance aux dictatures. En outre, nous avons vu l'intensification et l'expansion des jardins urbains de diverses manières dans des pays comme Cuba, le Honduras, le Venezuela et les approches des communautés noires aux États-Unis avec la défense de l'économie régénératrice comme résistance aux « zones de sacrifice » et au racisme environnemental.

Les coopératives de travailleuses et travailleurs des secteurs d'approvisionnement et de consommation organisées dans les villes et les jardins urbains apportent des réponses. Notre défi est de massifier ces initiatives et de travailler en collaboration avec d'autres organisations, en pensant que les relations réciproques commencent par la réorganisation du travail de soins. Au Chili, par exemple, ces initiatives sont cartographiées dans le but de les rendre visibles et de renforcer leur portée. La reconnaissance de la diversité des expériences est également une force.

Le discours hégémonique de la réactivation des économies de notre région vise à sauver les entreprises, il ne reflète pas la réalité des





économies paysannes et artisanales et les façons dont nous, les femmes, continuons dans les rues à chercher de la nourriture pour nos familles, garantissant, avec notre travail domestique et militant, la vie dans nos quartiers et nos communautés. Et cela est très évident dans notre pratique et nos principes de construction de mouvements. Nous ne séparons pas l'économie et la politique dans notre action. C'est pourquoi toute notre résistance, au Chili, au Brésil, en Bolivie ou au Venezuela lie la résistance économique et politique des femmes en mouvement. D'après notre expérience, nous pouvons affirmer que : l'économie des soins n'a pas cessé de fonctionner pendant la pandémie. Les économies paysannes, agroécologiques, de pêcheurs et de pêcheuses sont plus actives que jamais par solidarité et ce sont elles qui garantissent la nourriture chez nous. Au Brésil, l'existence de réseaux consolidés et en construction de solidarité et de consommation agroécologique, entre la campagne et la ville, a été très importante pour accéder à une alimentation saine dans une crise également caractérisée par la spéculation des prix.

Pour tout cela, nous jugeons nécessaire d'affirmer une fois de plus que : nos expériences économiques féministes sont des propositions de construction de la société, ce ne sont pas seulement des moyens de survivre au temps de crise, de blocus et d'urgence. Nous prouvons à partir de nos territoires et de notre diversité qu'il existe d'autres modes possibles, viables et souhaitables d'organisation de la vie – production, reproduction –, basés sur des logiques émancipatrices qui reconstruisent les communs et les communautés. À l'horizon, surmonter les dichotomies et les hiérarchies entre production et reproduction.

Il y a des années, en alliance avec les mouvements paysans, nous avons construit les luttes pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie comme stratégie. Aujourd'hui, nous parlons d'agroécologie féministe, et sur cette voie nous avons construit des pratiques et des synthèses puissantes.

Dans le contexte du « restent à la maison », les territoires urbains sont également en dispute. Dès le féminisme, nous affirmons que les territoires urbains sont une alternative. Nous voulons rendre visible



que la communauté et le territoire sont une partie essentielle de la survie, des soins et de la recherche d'autres solutions partagées et que le travail à domicile n'est pas le seul moyen de soutenir la vie.

De plus en plus, nous parions politiquement pour *ruraliser* l'urbain. Des milliers de femmes produisent de la nourriture et des alternatives dans les cours de production et les jardins urbains. La ville devient rurale en rapprochant la campagne et les périphéries urbaines, en établissant des circuits courts entre producteurs et consommateurs, où l'agroécologie soutient notre solutions de remplacement à l'agriculture de marché et aux chaînes de supermarchés transnationales.

Nous mettons nos principes en pratique et construisons des alternatives à partir de l'auto-organisation populaire, des expériences communautaires et locales qui indiquent des chemins pour changer l'économie.

En tant que mouvement de femmes anticapitalistes, nous défendons la vie, les territoires depuis longtemps, nous dénonçons les violences racistes et sexistes et les revers démocratiques de nos pays. Nous revendiquons le rôle politique de la participation de femmes diverses et différentes, et nous voulons être des acteurs politiques dans la formulation des plans pendant et après la pandémie.

La crise politique, sanitaire et d'assistance que nous traversons dans nos pays favorise, dissimule et justifie la violation des droits des femmes et des droits fondamentaux de la population en général.





Nous avons appris de nos amies que la mémoire, les expériences, les savoirs, les connaissances – personnelles et collectives – nous font comprendre que le corps des femmes est un lieu marqué par une histoire pleine de violence, de dépossession, de racisme et de discrimination, mais en récupérant aussi le *continuum* de la violence, elles nous apprennent à regarder le *continuum* de la résistance, de la résilience et des savoirs situés dans les pratiques ancestrales pour le soin de la vie.

La confrontation avec le racisme fait partie de nos actions et alternatives pour mettre la vie au centre. Le capitalisme est structuré en une division sexuelle et raciste du travail ainsi qu'en une division internationale du travail, creusant les inégalités Nord-Sud.

Dans les mouvements des femmes, nous récupérons, défendons et prenons soin de l'eau, des semences, de la terre, des relations harmonieuses, de l'affection, des soins et des pratiques ancestrales pour la vie. La défense de la durabilité de la vie repose sur une autre façon de penser et de faire l'économie, dans laquelle toutes les connaissances et tous les types de travail sont valorisés. La contribution des femmes est reconnue et respecte les cycles et les temps de la nature.

Tous ces principes et pratiques s'ajoutent au processus de lutte collective dans lequel nous disputons notre présent et notre futur en tant qu'humanité et planète. Il fait partie de cette lutte pour affronter et rompre avec la marchandisation de la vie et renforcer la dimension du public et du commun. C'est à partir de là que nous regardons le rôle de l'État et les politiques publiques. Les gouvernements et les États dont nous avons besoin sont ceux qui mettent la vie de leurs peuples au centre, qui construisent leurs politiques publiques avec la participation populaire, qui œuvrent pour la consolidation d'un pouvoir populaire autogéré, libre de racisme et de patriarcat.

La reconnaissance et la réorganisation des emplois vitaux, de la reproduction sociale en général, ne peuvent être déconnectées de ce qui est considéré comme « production ». En mettant la durabilité de la vie et de ses processus au centre, nous proposons des

changements dans l'ensemble du système de production, de distribution et de consommation, repensant ce qu'il faut produire, comment il faut produire pour couvrir ce que nous consommons et pour atteindre nos communautés et nos foyers. Tout cela est fondamental pour affronter systématiquement la logique de dépossession, d'extractivisme, d'exploitation et d'expropriation du travail aujourd'hui hégémonique.

Mettre la vie au centre des Amériques aussi, c'est affronter la militarisation et la politique pénitentiaire qui, ensemble, réactivent le racisme aux États-Unis et au Brésil et dans presque tous nos pays et nos frontières. Les économies du Nord sont soutenues par le travail précaire des migrants dans les domaines des services et des soins. De même, la vie des élites blanches est soutenue dans la précarité du travail des personnes racialisées. Lutter pour la libération et pour une région sans murs est donc la clé de notre programme de transformation. En plus d'élargir notre lutte pour garantir la paix dans nos pays, ce qui signifie la démilitarisation de la police, la fin des bases militaires américaines dans nos pays et la cessation des agressions interventionnistes, des blocus et des sanctions par le gouvernement des États-Unis vers des pays souverains comme Cuba ou le Venezuela.





Pour autant, nous affirmons que cela fait partie de la durabilité de la vie :

- La libre autodétermination des corps et des territoires ;
- Revenez sur notre histoire, notre mémoire, nos connaissances et nos pratiques ancestrales, celles des peuples autochtones, des afrodescendants et des femmes ;
- Changer la façon de consommer, produire, reproduire la vie et l'échange pour sa durabilité ;
- Rendre visible, reconnaître et surtout réorganiser le travail domestique et de soins, avec une responsabilité conjointe entre les hommes, les communautés, l'État et les femmes ;
- Concevoir des systèmes de justice qui ne renforcent pas l'oppression et reconnaissent la citoyenneté des migrants et la diversité des identités sexuelles ;
- Peuples souverains et démocraties fondées sur le pouvoir populaire ;
- Des services publics qui garantissent la reproduction sociale et des États qui construisent à partir du commun et de la reconnaissance des valeurs communautaires telles que l'autogestion ;
- La démarchandisation de la vie et la fin du pouvoir des transnationales ;
- Affronter la financiarisation de la vie et de l'endettement, renforcer l'économie réelle, l'économie au service de l'humanité et sa vie en harmonie avec la planète et le reste de ses habitants.

## **Dynamique des mouvements, réponses féministes et populaires. Les enjeux de notre action**

La pandémie arrive à un moment unique dans les Amériques. D'une part, nous assistons à une avancée de l'extrême droite dans presque toute la région, ce qui implique davantage de pertes de droits et de conquêtes ainsi que la résurgence de mesures arbitraires et coercitives, telles que les blocus et les sanctions contre Cuba et le Venezuela et d'autre part, à la réaction du peuple : révoltes et soulèvements populaires, grandes mobilisations dans des pays comme le Chili, l'Équateur, la Colombie, résistance à la dictature en Bolivie, croissance de l'articulation populaire aux États-Unis contre Trump, pour n'en nommer que quelques-uns.

Dans ce contexte, l'enfermement nécessaire pour faire face à la pandémie pose des défis aux organisations sociales pour maintenir les mobilisations et les actions de résistance, notamment dans les pays où les gouvernements de droite l'ont utilisé pour justifier la répression (Chili) et la militarisation des territoires (Honduras, Guatemala).

La dynamique actuelle des mouvements sociaux et du féminisme oblige à relier le moment à l'histoire de la résistance et de l'organisation dans notre région. Ce n'est qu'alors que nous pourrions comprendre comment nos réponses au contexte actuel ont une relation dialectique avec cette expérience historique.

À partir de cette mémoire, d'où nous venons et qui nous précède, nous avons une double source d'enseignement : comprendre la violence que nous avons vécue et que nous vivons, mais aussi les résistances et les actions et solutions qui nous ont permis de survivre.

La résistance au colonialisme, l'affirmation de nos identités en tant que peuples et la revendication de notre souveraineté populaire : une lutte qui implique dans la recherche de surmonter la domination et l'oppression de classe, le racisme et le patriarcat. Dans cette

perspective, nous avons pu intégrer d'autres dimensions comme la sexualité, la culture et la mémoire – notre pluralité – même dans le débat sur l'État. Dès la MMF, nous avons accumulé cette compréhension anticoloniale que la défense de nos territoires ne se limite pas à un endroit, mais plutôt que nous défendons nos corps-mémoire-territoires. Cette perspective a été promue sur notre continent par la résistance des femmes autochtones et afrodescendantes.

Au cours des 60 dernières années, nous sommes guidées par l'espoir d'une transformation profonde affichée par la révolution cubaine. Nous avons fait face à la force de l'impérialisme américain, ayant toujours l'étoile de Cuba comme référence et force anticapitaliste.



## Féminisme et lutte populaire

Notre trajectoire historique en tant que peuples de cette région définit les spécificités de l'organisation des femmes et du féminisme, bien qu'il soit important de souligner qu'il y a des éléments communs et d'autres très différents dans les expériences des femmes en Amérique du Nord, Amérique du Sud, Amérique Centrale et Caraïbes.

Nous nous souvenons de la présence des femmes dans toutes les luttes de résistance à l'esclavage, au colonialisme et aux luttes pour l'indépendance des femmes noires, des femmes autochtones et de la classe ouvrière dans son ensemble. Nous reconnaissons également la pluralité et la diversité du mouvement féministe dans la région.

On peut citer des expériences comme au Québec, où avec la participation féministe décisive à la Révolution tranquille des années 1960, elles ont obtenu l'inspiration et la sagesse pour commencer à tisser la proposition de la Marche Mondiale des Femmes à la fin des années 1990. Aux États-Unis, diverses tendances du mouvement se développent, comme le féminisme radical des années 1960, un courant socialiste important et sans aucun doute la grande contribution du féminisme noir. En même temps, un secteur libéral s'est développé, ce qui a posé de grands défis pour les secteurs du féminisme populaire, comme la garantie de l'existence et du développement d'un féminisme engagé à transformer le monde et la vie des femmes.





L'organisation de la MMF en Amérique du Nord est marquée par un intense processus de manifestations de solidarité dont les actions des femmes du Québec contre l'extractivisme, l'impulsion que font les amies des États-Unis d'un féminisme à partir de l'organisation populaire, antiraciste et anti-systémique. Il est également important de rendre visibles les articulations avec les organisations autochtones, ainsi que la présence de la lutte LGBTQ du point de vue des secteurs populaires.

En Amérique Latine et dans les Caraïbes, depuis plus de 100 ans, les expériences d'organisation des femmes ont présenté des idées féministes, ainsi que leur activité et leurs contributions aux processus révolutionnaires de la région. Les féminismes et les organisations de femmes ont une existence permanente et quotidienne dans toutes les luttes populaires, paysannes, indigènes et afrodescendantes, dans le mouvement syndical et de jeunesse.

L'expérience féministe ici a également été marquée par un processus d'institutionnalisation et d'ONGéisation dans les années 1990. Cela a conduit à la cooptation et à la restriction de l'action critique du mouvement par rapport aux politiques focales et normatives fonctionnelles du néolibéralisme. Dans la dynamique du mouvement, cela signifiait que les voix dissidentes faisaient face au silence.

Dans toute la région, la résistance au néolibéralisme, encadrée par les luttes contre les accords de libre-échange et l'OMC, a été fondamentale pour la reprise d'un camp populaire et anticapitaliste du mouvement des femmes. Dans ce cadre, et à partir de 1998, la MMF a commencé à s'organiser et, en 2000, a eu lieu sa première action internationale et, avec elle, une grande mobilisation de rue a été organisée, construite à partir des secteurs populaires et de la base. La MMF est devenue une voix contre le néolibéralisme, remettant en question les causes de la pauvreté et de la violence, et a maintenu une position critique et radicale contre le modèle capitaliste hétéro patriarcal et raciste. La MMF devient ainsi un mouvement construit sur la base de la solidarité internationale qui marque sa vision et son action anti-impérialistes.



Notre construction combine l'auto-organisation des femmes avec l'alliance entre les mouvements sociaux. Cela fait partie de nos principes d'organisation et de notre vision politique selon lesquels les groupes de femmes auto-organisées en mouvements sociaux mixtes, font partie du mouvement des femmes et sont fondamentaux dans la force du féminisme.

De nos chemins, nous mettons en évidence les alliances internationales avec le CLOC / Via Campesina, les syndicats et la Confédération Syndicale des Amériques et l'environnementalisme populaire des Amis de la Terre International. Au cours de ces 20 années, nous avons promu avec ces alliances, des processus puissants tels que, par exemple, la campagne contre la ZLEA et des articulations telles que les mouvements ALBA et la Journée Continentale pour la Démocratie et contre le Néolibéralisme.

La MMF, dans son parcours de 20 ans, a compris les différences au sein du féminisme. Notre organisation sait que cela implique un conflit de positions et un consensus dont le défi est de construire des processus unitaires à partir de débats, de création d'agendas communs qui respectent la diversité, sans fragmenter l'unité nécessaire à la lutte.

Aujourd'hui, 20 ans après nos débuts en tant que mouvement, nous embrassons une nouvelle dynamique, nous avons élargi notre appel et construit un mouvement intergénérationnel reconnaissant les contributions des jeunes femmes. Dans les Amériques, il y a une explosion féministe dans les rues qui donne beaucoup de force et d'énergie et nous réfléchissons à la façon de tisser des ponts avec ces nouvelles



vagues de femmes et mobilisations pour se renforcer mutuellement. En même temps, nous nous demandons qui est exclu des projecteurs médiatiques et comment nous pouvons aussi montrer notre solidarité avec leurs luttes.

Sur notre territoire, nous faisons face à une contre-offensive conservatrice. La lutte contre l'idéologie de genre proposée par les secteurs les plus réactionnaires de la droite suggère que les droits des femmes et des personnes de la communauté LGBTIQ ne sont pas légitimes, car ils font obstacle aux droits individuels de ceux qui défendent la suprématie blanche, masculine et juive-chrétienne.

L'exercice collectif consistant à comprendre comment les oppressions sont interdépendantes et quels sont les forces et les intérêts qui sont en conflit sur nos territoires est quotidien et continu. C'est une réalité pour les femmes qui sont dans des processus de lutte et d'organisation que l'avancée des pouvoirs conservateurs impose des tensions politiques à la fois externes et internes aux mouvements populaires. Nous continuons d'entendre que le féminisme divise la lutte, pendant que nous vivons dans notre corps ou dans celui d'autres femmes, nous vivons dans nos corps la violence et le harcèlement de nos supposés compagnons. Le travail lié à la durabilité de la vie, nécessaire à la fois pour notre communauté et pour que l'activisme soit possible, reste invisible.

En tant que féministes, nous nous concentrons sur la création d'espaces de débat, de réflexion, de rencontre et de dialogue entre diverses organisations et mouvements pour rendre visibles les alternatives qui font face à l'offensive de la droite et aux crises actuelles.



## Réponses féministes au COVID-19

Comment nos principes et nos valeurs en tant que mouvement s'inscrivent-ils dans le contexte actuel de pandémie : égalité, liberté, solidarité, paix, justice, dès l'internationalisme féministe et populaire ? C'est une question que nous nous posons en tant que région.

Le développement de pratiques basées sur la solidarité est la clé de notre force en tant que mouvement. C'est une exigence fondamentale pour garantir la durabilité de la vie face aux dangers et aux risques de la pandémie de COVID-19. Dans les Amériques, il y a une génération constante de mouvements sociaux, de propositions, d'expériences de solidarité et de coopération, qui indiquent la réorganisation de la vie sociale dans notre région.

### *La solidarité est à l'origine de notre mouvement.*

Dans la solidarité, nous surmontons la situation, c'est une pratique politique qui est à notre origine et au milieu de la pandémie, elle est plus que jamais nécessaire. Notre solidarité est l'une des pierres fondatrices de la société que nous voulons et pour laquelle nous combattons.

Au Brésil, la MMF a articulé les actions de solidarité comme le centre de sa stratégie politique dans la campagne et les actions de « Sortez Bolsonaro ». Les actions de solidarité ancrent et renforcent l'économie centrée sur la vie, l'autonomie des femmes, la souveraineté alimentaire. Les expériences de dons alimentaires renforcent les liens entre les groupes de femmes agricultrices et réduisent la force des chaînes de supermarchés qui ont l'intention d'augmenter leurs profits dans l'urgence sanitaire. Toutes ces actions favorisent les processus d'éducation populaire sur la nécessité de répartir les richesses et de taxer les grandes fortunes.

Au Chili, depuis octobre 2019, lors de la mobilisation sociale, les femmes sont impliquées dans de multiples assemblées territoriales. La pandémie et la crise des territoires les plus marginalisés et abandonnés par l'État et les politiques publiques sont confrontées à de multiples expériences d'organisation communautaire, visant à répondre à ce besoin vital de nourriture. Les casseroles communautaires sont des expressions de cette organisation. Ce sont des espaces généralement



dirigés par des femmes qui se lèvent pour cuisiner quotidiennement et livrer de la nourriture aux personnes qui en ont besoin. C'est une action qui a toujours été pratiquée.

Au Venezuela, les femmes font face au blocus à partir de l'organisation communale, pour la nourriture, la plantation à la campagne et en ville, le compostage, les plantes médicinales, le partage des connaissances et le renforcement de leur travail localement.

Au Honduras, les femmes conduisent des jardins urbains et ont progressé dans la construction politique de la souveraineté alimentaire. Tout comme elles résistent à la criminalisation de la protestation sociale, des leaders sociaux et de la dépossession des territoires.

À Cuba, les dirigeantes de la base sont chargées d'être le lien entre les politiques publiques et la maîtrise de la pandémie de la part du gouvernement révolutionnaire et du peuple. Elles conduisent également des patios urbains productifs pour soutenir les économies familiales. Les organisations féministes ont axé leurs actions sur l'établissement de protocoles pour l'action afin de maîtriser certains phénomènes tels que la violence à l'égard des femmes, des filles et des garçons, qui, sur l'île comme ailleurs, a subi une augmentation en raison des conditions du confinement.

Aux États-Unis, l'organisation populaire des femmes est confrontée au COVID-19 et va plus loin. Elles dénoncent, ce que le COVID-19 a montré, que les infrastructures économiques et sociales aux États-Unis sont totalement incapables de servir la population. Les femmes afro-américaines se joignent activement à leurs homologues masculins pour défendre la vie des noirs. À ce stade, les mouvements sont passés de la résistance et de la mobilisation à la présentation de propositions, telles que le programme de désinvestissement de la police et la reprise économique régénératrice et féministe.

Dans tous les coins du continent, les femmes résistent chez elles, parfois seules. Elles subissent des menaces et des attaques de la part des hommes avec lesquels elles vivent. Les femmes s'organisent via les réseaux sociaux pour partager des informations et soutenir leurs initiatives économiques. Il faut rendre ces micros résistances visibles et le

fait que, bien que toute la famille soit à la maison, ce sont les femmes qui sont toujours en charge de tout le travail domestique, des soins et de la contention du COVID-19.

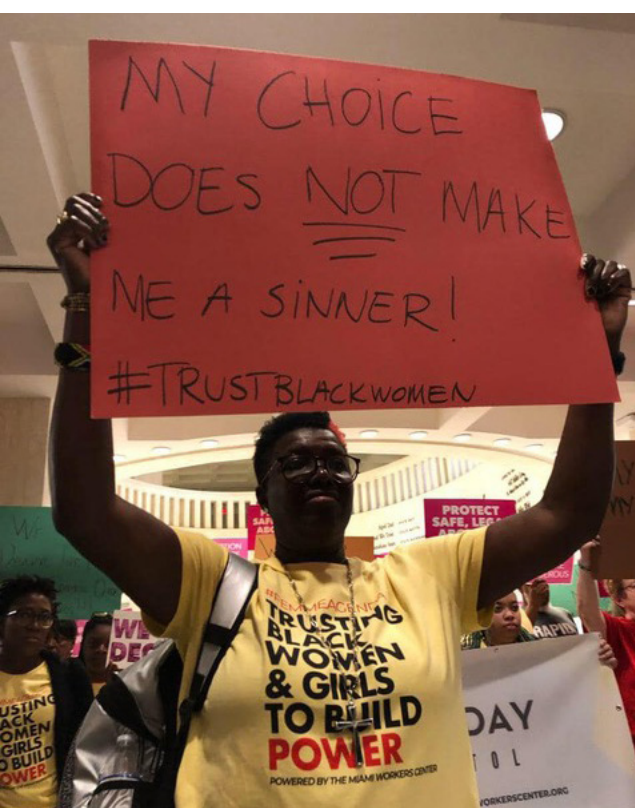
En même temps, les femmes envahissent l'espace public pour se rendre visibles. La séparation entre le public et le privé continue d'exister et est mise à jour dans la pandémie, forçant la reconcentration de la vie dans les foyers.



## Les défis de la Marche Mondiale des Femmes dans le contexte de la pandémie et dans le cadre de notre 5ème Action Internationale

En ce moment, il est essentiel de présenter fermement notre proposition de changement comme réponse à la crise. Pour cela, nous devons consolider notre force et notre légitimité pour influencer et positionner notre projet politique. Cela signifie renforcer le féminisme anticapitaliste et antiraciste en tant que projet commun. Notre projet d'émancipation est basé sur la liberté et l'autodétermination des femmes et des peuples, sur la liberté de décider de nos corps, sexualités et territoires.

Un grand défi est la construction collective, car tout comme il n'y a pas de débouché individuel pour les personnes, il n'y en a pas pour les mouvements. Il n'est pas possible de promouvoir des solutions isolément, c'est pourquoi la construction d'alliances est stratégique. Chaque jour, nous trouvons de plus en plus d'organisations dans les rues et dans la construction d'alternatives, avec elles nous tissons de nouveaux liens qui nous permettent de soutenir et d'élargir nos luttes. Le renforcement des alliances déjà forgées est si important pour nous, tout comme continue de reconnaître des sujets politiques collectifs qui promeuvent des actions anti-systémiques et qui n'incluent toujours pas la lutte féministe.



Nous savons combien il est difficile de construire un mouvement international ancré localement. Le double mouvement de tissage et de concrétisation au niveau local, régional et mondial signifie influencer les programmes, construire des synthèses politiques dans la lutte anticapitaliste, antiraciste et anti-patriarcale et promouvoir le changement culturel, social et politique à la base. Dans les processus de construction d'alliances, il est essentiel de faire progresser l'agenda anti-patriarcal, ce qui signifie lutter contre le micromachisme ainsi que contre les expressions de violence et de harcèlement sexuel contre les femmes et les dissidences sexuelles.

Nous cherchons à ce que tous les mouvements avec lesquels nous sommes liées partagent une vision élargie de l'économie et de la durabilité de la vie. Nous savons que nous avons besoin les uns des autres pour favoriser les changements de production, la création de modèles de production respectueux de la nature. Mais aussi, nous reconnaissons la nécessité de rencontrer des femmes d'autres mouvements pour intégrer les soins dans nos organisations alliées, considérant que cela fait partie des solutions communes que nous construisons.



**Rédaction:** Alejandra Laprea, Carmen Diaz, Mafalda Galdames, Martha Lidia Godinez, Marilys Zayas Shuman, Nalu Faria, Sarah de Roure, Tica Moreno, à partir des contributions des ateliers de la Marche Mondiale des Femmes des Amériques qui ont eu lieu en juillet et août 2020.

**Traduction:** Parlatório.

**Révision:** Kim Paradis.

**Illustration:** Paulina Veloso.

**Couverture:** Helena Zelic.

**Mise en page:** Heleni Andrade, Isadora Maldonado.